

Après le premier tour de la présidentielle : La fin d'un cycle politique - Faire face aux défis qui nous sont posés

lundi 1er mai 2017, par [Ensemble !](#) (Date de rédaction antérieure : 30 avril 2017).

Sommaire

- [Le succès de Jean-Luc Mélencho](#)
- [Des mutations politiques \(...\)](#)
- [Battre le Pen, combattre \(...\)](#)

Le premier tour de l'élection présidentielle dessine un paysage politique inédit. La campagne a été marquée par une aspiration profonde au renouvellement de la vie politique. Cela s'est traduit par l'élimination ou la mise à l'écart des candidats « favoris » ou « naturels » (Sarkozy et Juppé à droite, Hollande et Valls à gauche). Les débats ont laissé une place importante aux enjeux internationaux, à la question de la place de la France en Europe et dans le monde.

La crise politique a débouché sur une étape nouvelle de la crise de la V^e République avec la défaite électorale des deux partis, Les Républicains et le Parti socialiste, qui ont organisé jusqu'alors la bipolarisation de la vie politique, et la qualification de deux présidentiables pour lesquels n'est pas assurée une majorité parlementaire... C'est une véritable explosion du paysage qui est en cours.

Le succès de Jean-Luc Mélenchon et les défis qu'il pose

En arrivant quatrième au premier tour avec 19,6 % des voix, la candidature de Jean-Luc Mélenchon réalise une percée remarquable. Ce succès s'enracine dans la force du rejet de la politique de Hollande et de Valls, dans les mobilisations sociales, contre la loi Travail, le mouvement Nuit Debout, les mouvements écologistes, démocratiques qui se sont développés ces dernières années. La candidature de Jean-Luc Mélenchon a polarisé la majorité des électeurs et électrices de gauche (comme en a témoigné l'affaiblissement en parallèle des intentions de vote pour Benoît Hamon) et de nombreux-ses abstentionnistes. Elle a notamment obtenu un succès important dans les quartiers populaires, chez les travailleur-ses et dans la jeunesse, et elle a contribué à freiner le vote Le Pen.

Pour la première fois, une candidature à gauche s'opposant à la politique gouvernementale du PS et à l'hégémonie de celui-ci a été envisagée comme une perspective crédible permettant d'accéder au pouvoir et non comme un moyen de pression à gauche sur le PS. La campagne de Jean-Luc Mélenchon l'a imposé comme le principal candidat de gauche opposé au libéralisme. Cela a été possible à travers le programme porté : refus de l'austérité, démocratie et VI^e République, transition écologique, Sécurité sociale intégrale, égalité des droits... dans le cadre d'une campagne en résonance avec les luttes sociales de ces dernières années, même si certains aspects (conception de la France, politique étrangère) ne correspondent pas à ce que nous défendons.

Des voix se sont fait entendre, notamment dans le cadre de l'Appel des cent, de Front commun et

d'autres appels, pour des rassemblements unitaires de la gauche d'alternative sur des contenus en rupture avec le libéralisme. Jean-Luc Mélenchon est apparu, notamment dans la dernière ligne droite, comme le candidat portant cette aspiration.

La campagne de Jean-Luc Mélenchon a constitué, avec la France Insoumise, un outil qui a permis l'implication de plusieurs dizaines de milliers de citoyen-ne-s. Cette dynamique de campagne multiforme (meetings, réseaux sociaux, Internet, caravane, etc.) constitue un point d'appui pour l'avenir. Toutefois, Jean-Luc Mélenchon n'a pas cherché à rassembler l'ensemble des forces qui voulaient et pouvaient prendre place dans cette campagne, malgré la bataille qu'Ensemble ! a menée avec d'autres dans ce sens. Les expériences à l'échelle locale associant forces politiques, citoyennes, France Insoumise... ont montré le potentiel qui existait.

Des défis majeurs se posent maintenant à FI et à toutes les forces qui ont soutenu Jean-Luc Mélenchon. D'abord dans leur capacité de présenter des candidatures communes aux législatives des 11 et 18 juin. C'est le sens de la proposition de « charte commune » pour les candidats qu'Ensemble ! a faite à France Insoumise et au PCF en proposant l'ouverture au plus vite d'une discussion nationale en ce sens. Ce rassemblement, dès lors qu'il se réaliserait, serait un point d'appui pour entraîner plus largement qu'à la présidentielle des forces citoyennes et des forces politiques écologistes, socialistes en rupture, forces de la gauche radicale pour constituer une majorité portant une alternative politique de gauche et écologiste, autour d'une plateforme de transformation sociale.

Des mutations politiques de grande ampleur

Le Parti socialiste est entré dans une crise profonde. La candidature de Benoît Hamon, qui avait défait Manuel Valls et symbolisé la sanction de la politique du quinquennat de Hollande, a été marginalisée avec 6,4 % des voix. Une partie du PS s'est évertuée à saper sa campagne en faisant le choix de Macron. En choisissant de ne pas s'appuyer sur la dynamique de la primaire, mais de préserver les équilibres au sein du PS, Benoît Hamon s'est trouvé soumis à la double concurrence sur sa gauche et sur sa droite des candidatures de Mélenchon et de Macron.

Emmanuel Macron, bénéficiant de puissants soutiens financiers et de ralliements politiques inédits en ce qu'ils proviennent de divers bords, a réussi à imposer de force au courant social-libéral du Parti socialiste d'assumer ouvertement un programme ultralibéral et à exploser le clivage gauche/droite. Par sa trajectoire (ancien ministre de Hollande) et par les électeurs et électrices qu'il entraîne, il est issu de la gauche gouvernementale. Mais par la cohérence idéologique qu'il développe (libéralisme assumé, alliance avec François Bayrou et des secteurs de la droite, rupture de tout lien avec le mouvement social), il réalise un basculement de secteurs de la gauche vers ce qui constitue une nouvelle droite. Le phénomène Macron traduit l'aboutissement d'une dégradation du rapport de force, qui cristallise des évolutions en germe depuis plusieurs années (construction de l'Europe libérale, adaptation à la logique de marché, individualisme, alliance gauche-droite...). Il réalise cette synthèse en s'appuyant fortement sur l'hyper-présidentialisme de la V^e République et ses logiques bonapartistes, qui lui permettent de contourner les partis politiques. Mais il reste de nombreuses incertitudes sur la possibilité de concrétiser dans une majorité gouvernementale cette démarche.

Marine Le Pen ne réussit pas son pari d'arriver en tête du premier tour, mais elle se qualifie pour le second tour. Elle peut se prétendre en position d'arriver au pouvoir le 7 mai prochain. Et avec le duel entre « oligarchie mondialisée » et « patriotisme populaire » elle est en position favorable pour progresser dans sa marche au pouvoir. Le projet fascisant de Marine Le Pen est celui d'une société

où les privilèges des puissant-es sont préservés ; le projet raciste d'une « préférence nationale » sert à détruire les acquis sociaux et les solidarités de toutes et tous, quelles que soient leurs origines. Les étranger-es, les réfugié-es, les femmes, les syndicats, le mouvement social sont pour elle autant de cibles. Moins que jamais, elle ne veut pas s'en prendre aux véritables responsables de la crise actuelle, la classe dominante, les puissances de l'argent... Elle promet une société de divisions et de violences.

L'élimination de François Fillon du second tour ouvre une période de crise et de recomposition à droite. La campagne de François Fillon a suscité un large rejet du fait des révélations sur les détournements de fonds publics. Mais ces affaires sont le symptôme d'une corruption qui touche toute une partie de la classe politique, imbue de ses privilèges et entièrement soumise au règne de l'argent. Depuis 2012 et la défaite de Sarkozy, la droite n'a pas réussi à surmonter sa crise de leadership et va entrer dans une nouvelle période de turbulences. Cette situation pourrait entraîner un éclatement entre une partie de la droite qui se trouve en accord sur certains points avec Emmanuel Macron et une autre partie qui serait prête à travailler à une alliance avec le Front national.

Battre le Pen, combattre Macron et reconstruire une gauche debout

La possibilité d'une victoire de Marine le Pen ne peut être sous-estimée. Ce serait un désastre pour le pays. Quand l'extrême droite gagne le pouvoir, elle détruit la démocratie, les droits sociaux et l'égalité entre toutes et tous. Nous ne pouvons laisser faire dans notre pays ce qui arrive aux États-Unis avec Trump, en Hongrie avec Orban ou avec d'autres extrémistes de droite au pouvoir en Europe qui, dès leur arrivée au pouvoir, ont ouvert la chasse aux étrangers et détruit les droits sociaux. Multiplions les initiatives de mobilisation citoyenne contre les dangers qui menacent. Le mouvement Ensemble ! appelle à la mobilisation, dans la rue le 1^{er} Mai, et à voter pour battre Le Pen le 7 mai et, immédiatement après, à se mobiliser contre Macron.

La dynamique de la campagne autour du candidat Jean-Luc Mélenchon doit s'amplifier mais aussi s'élargir. Rassembler une nouvelle gauche, « une gauche debout », c'est la seule manière de battre immédiatement et durablement le FN et les politiques réactionnaires, lesquelles ont été alimentées par les renoncements de la gauche gouvernementale dont l'héritier est Macron.

Les prochaines élections législatives constituent une bataille essentielle pour faire vivre l'espoir qui a émergé pendant la présidentielle et relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Macron cherchera à réunir une majorité de députés alliant des secteurs de la droite et la droite du Parti socialiste, pour continuer et aggraver les politiques des gouvernements du quinquennat de Hollande. Pour les législatives, il est indispensable que les forces qui ont soutenu la candidature de Jean-Luc Mélenchon s'entendent pour se présenter ensemble dans les circonscriptions. Cet objectif doit être atteint. Au-delà, Ensemble ! défend la nécessité de candidatures communes des forces de gauche (FI, PG, PCF, Ensemble, NPA, EELV, écologistes et socialistes en rupture, militantes et militants issus du mouvement social...) sur la base d'un programme en rupture avec le social-libéralisme, pour une majorité s'opposant à la politique de Macron et pour faire front contre l'extrême-droite et les droites. Nous cherchons à développer cette orientation à l'échelle nationale et locale en tentant compte de la diversité des situations locales.

Macron développera son projet de politiques libérales sans attendre : libéralisation du marché du travail, remise en cause du système de retraites... y compris en ayant recours au 49.3. La nécessité de mobilisation de toutes les forces politiques et sociales contre ces projets sera essentielle. C'est sur le terrain des luttes sociales et démocratiques que doit être défait le consensus libéral,

combattues les attaques contre les droits sociaux. Ensemble ! favorisera l'émergence de cadres larges et unitaires permettant d'impliquer le plus largement possible.

La question de la reconstruction d'une gauche de gauche, une gauche de classe, est aujourd'hui posée. Les forces existent pour un large mouvement populaire. Elles doivent se rassembler à partir de la dynamique de la campagne de Jean-Luc Mélenchon et des aspirations à rassembler une gauche d'alternative. C'est un défi crucial à relever dès maintenant. Ensemble ! a affirmé que son projet était de participer et d'aider à la construction d'une force politique en rupture avec les politiques néolibérales et productivistes, avec leur accompagnement social-libéral, et porteuse d'un projet émancipateur. Dans le bouillonnement d'initiatives, de rencontres qui vont se multiplier dans les prochaines semaines, Ensemble ! cherchera à favoriser les rapprochements et les convergences pour concrétiser l'aspiration à un renouveau d'une gauche démocratique, sociale, écologique, mettant en son cœur la participation citoyenne. Le collectif national (CN) mandate l'équipe d'animation nationale (EAN) pour chercher à favoriser dans les prochaines semaines l'expression et le rassemblement des forces et personnalités favorables à la reconstruction d'une nouvelle perspective à gauche, pluraliste et démocratique.

Faire vivre Ensemble ! est également un enjeu des prochains mois. Si Ensemble ! s'est constitué comme un regroupement cherchant à développer le Front de gauche, il souhaite et est disponible pour des constructions politiques nouvelles. Cela implique de définir, dans le contexte nouveau auquel nous sommes confrontés, les objectifs que nous nous fixons pour reconstruire une perspective d'émancipation.

Résolution adoptée par le CN d'Ensemble !, Bagnole, le 30 avril 2017
